

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 048 /AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/ 2026 DU 22 JUIN 2026

**EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX
D'ENTRETIEN DE CERTAINS TRONÇONS DE ROUTES EN TERRE, DANS LES
RÉGIONS DU LITTORAL ET DE L'OUEST ».**

FINANCEMENT : BUDGET DU MINTP-LIGNE FONDS ROUTIER, EXERCICE 2026 ET SUIVANTS

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de circulation des biens et des personnes, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage lance un Appel d'Offres National Ouvert (AONO), en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux d'entretien de certains tronçons des routes en terre, dans les Régions de l'Ouest et du Littoral.

2. Consistance des travaux

Outre les travaux généraux relatifs à la préparation et l'organisation du chantier, à l'issue desquelles le Cocontractant est appelé à fournir un certain nombre de documents (projet d'exécution incluant les études d'identification des sols en place ; Plan d'Assurance de la Qualité ; dossier de récolement, etc.), les travaux à exécuter dans le cadre du présent marché comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- ❖ Les installations comprenant l'installation du chantier, l'amenée et le repli du matériel, la réalisation du projet d'exécution et des études géotechniques ;
- ❖ Le débroussaillage et le nettoyage des emprises (y compris la coupe des bambous de chine) ainsi que l'abattage des arbres ;
- ❖ Les travaux de terrassements comprenant les déblais ordinaires et les déblais rocheux mis en dépôt, les déblais mis en remblai, les purges, les remblais en graveleux latéritiques d'emprunt, la mise en forme de la plateforme y compris la création des fossés et exutoires, le reprofilage-compactage, la création des fossés et divergents en terre à la niveleuse, le dégagement au bulldozer, ainsi que la mise en place de la couche de roulement en graveleux latéritique et des emplois partiels ;
- ❖ Les travaux de chaussée comprenant la scarification, le broyage, le malaxage et la remise en forme de la chaussée existante et des accotements, le retraitement des matériaux au produit stabilisant (CON-AID), la mise en place de la couche de base en graveleux latéritique ou en arène latéritique, l'imprégnation sablée et l'enduit superficiel bicouche, ainsi que le traitement des sections à forte pente par revêtement en béton armé dosé à 350 kg/m³ ;
- ❖ L'assainissement et le drainage comprenant le curage des buses, des dalots, des fossés ainsi que des ponts et ponceaux, la dépose des buses métalliques défectueuses, la fourniture et la pose de buses en béton armé ou maçonnées avec leurs ouvrages de tête et puisards, ainsi que la réalisation des caniveaux et des fossés bétonnés et maçonnés ;
- ❖ Les travaux d'ouvrage d'art comprenant la construction des dalots en béton armé de section variable et de leurs têtes, les fouilles et remblais contigus aux ouvrages, la mise en place de gabions pour la construction des ailes de pont, la fourniture et la pose de dalles en béton armé dosé à 400 kg/m³, la réfection en béton des murs en aile des ponceaux, ainsi que le curage des ponts et ponceaux ;
- ❖ La signalisation et les équipements de sécurité comprenant la fourniture et la pose des garde-corps en acier galvanisé et des garde-corps mixtes (poteaux en béton armé et tuyaux en acier

8 3 2

galvanisé), des panneaux de signalisation métalliques de type A et des balises en béton armé préfabriqué ;

- ❖ La construction et la gestion des barrières de pluie de type MINTP, ainsi que le maintien de la circulation pendant toute la durée des travaux.

Lesdits travaux sont amplement définis dans le CCTP, y compris les travaux à réaliser suivant les approches Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO).

3. Tranches/Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres, sont constitués en deux (02) lots comme suit :

N° lot	Régions	Tronçons	Linéaires Estimés (km)	Type d'intervention
1-Ou	Ouest	Bamendjou- Batié (Int. N5) (11,5 km) dans le Département des Hauts-Plateaux et Ecole Publique Badoumla - CETIC Babouantou - Int R0622 - Centre Babouantou Fapye (Inter R0622) - Carrefour Manga - Carrefour Basseu (Int N5) (14,2 km), dans le département du Haut-Nkam	25,7	Entretien par traitement des points critiques sur chaussées et construction des ouvrages d'art
2-Lt	Littoral	Yabassi (Inter R0306) - Sole - Mabombe (Limite Moungo) - Loum (Carrefour Bonkeng)	50,3	
Total			76,00	

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de :

N° Lot	Tronçon	Budget prévisionnel (FCFA TTC)
1-Ou	Bamendjou- Batié (Int. N5) (11,5 km) dans le Département des Hauts-Plateaux et Ecole Publique Badoumla - CETIC Babouantou - Int R0622 - Centre Babouantou Fapye (Inter R0622) - Carrefour Manga - Carrefour Basseu (Int N5) (14,2 km), dans le département du Haut-Nkam	850 000 000
2-Lt	Yabassi (Inter R0306) - Sole - Mabombe (Limite Moungo) - Loum (Carrefour Bonkeng)	1 500 000 000
Total		2 350 000 000

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est fixé à Quatorze (14) mois calendaires (hors période de garantie) pour chaque lot, dont Dix (10) mois pour l'exécution des travaux proprement dits et Quatre (04) mois pour la gestion des barrières de pluies (BP), suivant le tableau ci-après :

N° Lot	Tronçon	Délai (en mois)
1-Ou	Bamendjou- Batié (Int. N5) (11,5 km) dans le Département des Hauts-Plateaux et Ecole Publique Badoumla - CETIC Babouantou - Int R0622 - Centre Babouantou Fapye (Inter R0622) - Carrefour Manga - Carrefour Basseu (Int N5) (14,2 km), dans le département du Haut-Nkam	Travaux : 10
		Gestion des BP: 04
		Total : 14
2-Lt	Yabassi (Inter R0306) - Sole - Mabombe (Limite Moungo) - Loum (Carrefour Bonkeng)	Travaux : 10
		Gestion des BP: 04
		Total : 14

Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux, et comprend les périodes de pluies ainsi que toutes les intempéries et sujétions diverses.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises ou Groupement d'Entreprises de Bâtiments et Travaux Publics de droits camerounais de catégories A, B et C du sous-secteur d'activités « route ».

7. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget du MINTP – Ligne Fonds Routier, Exercices 2026, 2027 et 2028 et, les ressources correspondantes programmées comme suit :

N° Lot	Tronçon	Budget prévisionnel (FCFA TTC)	Programmation		
			2026	2027	2028
1-Ou	Bamendjou- Batié (Int. N5) (11,5 km) dans le Département des Hauts-Plateaux et Ecole Publique Badoumla - CETIC Babouantou - Int R0622 - Centre Babouantou Fapye (Inter R0622) - Carrefour Manga - Carrefour Basseu (Int N5) (14,2 km), dans le département du Haut-Nkam	850 000 000	300 000 000	550 000 000	0
2-Lt	Yabassi (Inter R0306) - Soie - Mabombe (Limite Moungo) - Loum (Carrefour Bonkeng)	1 500 000 000	400 000 000	500 000 000	600 000 000

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est : « En ligne (online) ». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appels d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement (caution + Récépissé CDEC) de soumission. La caution de soumission devra être timbrée, acquittée à la main et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à :

N° Lot	Montant de la caution de soumission en FCFA
1-Ou	4 000 000
2-Lt	7 500 000

La caution de soumission devra rester valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (physique) peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu dit centre administratif, Porte 4/36, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue dans les services du Maître d'Ouvrage, aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu dit centre administratif, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de quatre cent mille (400 000) F CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boite postale, Numéros de téléphone, fax Email...). Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme CO-LEPS au plus tard le 18 JUIL 2026 à 11 heures.

Par ailleurs, l'original de la caution de soumission et du récépissé CDEC, ainsi qu'une copie de sauvegarde de l'offre non compressée enregistrée sur clé USB devront parvenir sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu dit centre administratif, porte 4/36, au plus tard le 18 JUIL 2026 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

N° 048 APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CERTAINS
TRONÇONS DE ROUTES EN TERRE, DANS LES RÉGIONS DU LITTORAL ET DE L'OUEST ».
BUDGET DU MINTP-LIGNE FONDS ROUTIER, EXERCICE 2026 ET SUIVANTS.

(COPIE DE SAUVEGARDE, RÉCÉPISSÉ DE LA CDEC ET ORIGINAL DE LA CAUTION DE SOUMISSION) »

Taille et format des fichiers

, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

NB : Les soumissionnaires devront déposer dans le même délai à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu dit centre administratif, Porte 4/36, en plus de la copie de sauvegarde, l'original de la caution, le récépissé de la CDEC et l'accusé de réception du dépôt des offres sur la plateforme COLEPS.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être soumises sur la plateforme CO-LEPS. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives devant être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 18 JUIL 2026 à 12 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures (CIPM-TCRI) auprès du Ministère des Travaux Publics, siégeant à sa salle de réunion à l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu dit centre administratif.

Handwritten marks: a checkmark, the number 15, and a stylized signature or mark.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

- a) Dossier administratif incomplet pour :
- Absence ou non-conformité à l'ouverture des plis, de l'original du cautionnement de soumission (Caution de soumission et récépissé CDEC);
 - Non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente à l'exception du cautionnement de soumission ;
- b) Offre technique incomplète pour absence de l'un des éléments ci-après :
- une note méthodologique d'exécution des travaux ;
 - la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établie par le MINMAP ;
 - Une déclaration d'engagement pour les approches HIMO (modèle pièce n°13 du DAO) et, qui intègre la formalisation avant le démarrage du projet, d'une convention de partenariat avec les communes du ressort des travaux en vue de leur accompagnement technique pour l'utilisation des ressources locales et la participation active des membres de la communauté;
 - CV d'un Conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO : Diplôme universitaire en Génie Civil (Bac + 3 minimum), inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC), ayant au moins dix (10) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics, et ayant été conducteur des travaux pour des contrats de travaux d'au moins un (01) projet de construction, de réhabilitation ou d'entretien des routes ou Ingénieur routier (terrassements/chaussées) pour des contrats de travaux d'au moins un (01) projets de construction, de réhabilitation ou d'entretien des routes de montant d'au moins 300 millions de Fcfa chacun; et qui aura déclaré sa disponibilité à travers une attestation de disponibilité datée et signée par ce dernier;
 - une attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire, accompagnée d'un rapport de visite des lieux assorti de photos des sections critiques de la route avec leurs localisations (l'attestation sera considérée comme absente si ce rapport de visite imagé n'est pas joint) ;
 - une attestation de capacité financière ou de mise à la disposition du soumissionnaire d'une ligne de crédit, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances pour préfinancer les travaux objet de l'Appel d'Offres de référence, à hauteur d'au moins : trois cent millions (300 000 000) de Fcfa pour le lot 1-Ou ; et cinq cent millions (500 000 000) de Fcfa pour le lot 2-Lt ;
 - la justification de la possession en propre du matériel minimum constituant la liste suivante :
 - deux (02) camions bennes d'au moins 20 tonnes;
 - une (01) niveleuse
 - une (01) pelle chargeuse;
 - un (01) Compacteur vibrant à bille (compacteur tambour);
 - un (01) camion-citerne à eau.
 - n'avoir pas satisfait a deux (02) criteres sur les trois (03) critères essentiels.
- c) Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :
- Une soumission timbrée, datée signée et cachetée ;
 - Le bordereau des prix (BPU) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres paraphé à toutes les pages signé et cachetée à la dernière page ;
 - Les devis quantitatifs et estimatifs (datés, signés et cachetés ;

S 6 2

- Les sous détails des prix quantifiés paraphés à toutes les pages.
 - Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;
- d) Absence des preuves d'acceptation des clauses du marché (CCAP et CCTP) ;
- e) Fausse déclaration, documents falsifiés ou non authentique, manœuvres frauduleuses.
- f) Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne ;

15.2. Critères essentiels

Pour être qualifié, le soumissionnaire devra satisfaire deux (02) sur les trois (03) critères essentiels suivants :

- a) le personnel d'encadrement proposé sur un (01) critère ;
- b) le matériel à mobiliser sur un (01) critère ;
- c) les références du soumissionnaire sur un (01) critère.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Nombre maximum de lots :

Il ne peut être attribué qu'au plus 01 lot par soumissionnaire dans le cadre du présent appel d'offre.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant *quatre-vingt-dix (90) jours* à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables consulté à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu dit centre administratif, porte 4/36, Tél. : 222 23 12 56 au Ministère des Travaux Publics ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

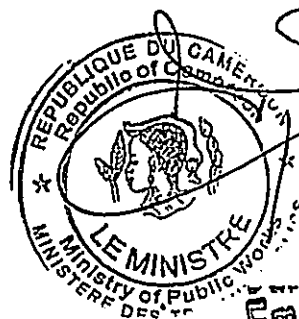
20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le 22 JUIN 2026
Le Ministre des Travaux Publics

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP
- MINTP ;
- Président CIPM-TCRI
- Affichage chrono



Emmanuel NGANOU D.



048 OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

No. _____ /AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 OF 22 JUN 2026

**IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF MAINTENANCE WORKS
ON SOME EARTH ROAD SECTIONS IN THE LITTORAL AND WEST REGIONS.**

FINANCING: MINTP BUDGET-ROAD FUND LINE, 2026 FINANCIAL YEAR ET SEQ.

1. Subject of the Call for Tenders

As part of the improvement of conditions for the movement of people and goods transit, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues an Open National Call for Tenders (AONO), in emergency procedure, for the execution of maintenance works on some earth road sections in the West and Littoral Regions.

2. Scope of works

In addition to general works relating to site preparation and organisation, at the end of which the contracting partner is required to provide a certain number of documents (final design, including soil identification studies; Quality Assurance Plan, post completion drawings, etc.), the works to be executed under this contract include some of the following operations:

- ❖ Installation, including site installation, delivery and removal of equipment, preparation of final design and conduct of geotechnical studies;
- ❖ Bush clearing and right-of-way cleaning (including cutting of Chinese bamboo), as well as tree felling;
- ❖ Execution of earthworks, including backfilling of ordinary and rocky excavation, backfill from excavation purging, drainage works, borrowed backfill with lateritic gravel, reshaping of the roadbed including creation of ditches and outlets, reshaping and compacting, creation of earth ditches and diverging channels using a grader, clearing with a bulldozer, as well as laying of the lateritic gravel wearing course and patching works;
- ❖ Pavement works, including scarification, crushing, mixing and reshaping of the existing carriageway and shoulders, additional treatment of materials using a stabilising product (CON-AID), laying of the base course in lateritic gravel or lateritic arena, sand impregnation and double surface dressing pavement, as well as treatment of steep slope stretches by paving with reinforced concrete dosed at 350 kg/m³;
- ❖ Sanitation and drainage works, include cleaning of pipe culverts, box culverts, ditches, bridges and culverts, removal of defective metal pipe culverts, supply and installation of reinforced concrete or masonry pipe culverts including pipe culvert heads and sumps, as well as construction of gutters, concrete ditches and masonry ditches;
- ❖ Engineering structures works comprise the construction of reinforced concrete culverts of various sections and box culvert heads, backfilling adjacent to the structures, installation of gabions for the construction of the bridge wing walls, supply and installation of cover slabs in reinforced concrete dosed at 400 kg/m³, repair of culvert wing walls with concrete, as well as cleansing of the bridges and culverts;
- ❖ Road signs and safety equipment, comprise the supply and installation of galvanised steel guardrails and mixed guardrails (reinforced concrete columns and galvanised steel pipes), type A metal road signs and prefabricated reinforced concrete markers;
- ❖ Construction and management of MINTP-type rain gates, as well as the maintenance of traffic throughout the duration of works execution.

These works are more detailed in the Special Technical Conditions (CCTP), including those to be executed through the Labour-Intensive Approach (HIMO).

3. Tranches/Allotment

The works under this Call for Tenders shall be tendered for in two (2) lots as follows:

Lot No.	Regions	Road Sections	Estimated Length (Km)	Type of Intervention
1-Ou	West	Bamendjou - Batie (Int. N5) (11.5 km) in the Hauts-Plateaux Division and École Publique Badoumla - CETIC Babouantou - Int R0622 - Centre Babouantou Fapye (Inter R0622) - Carrefour Manga - Carrefour Basseu (Int N5) (14.2 km), in the Haut-Nkam Division	25.7	Execution of maintenance works through the treatment of critical points on carriageways and construction of engineering structures
2-Lt	Littoral	Yabassi (Inter R0306) - Sole - Makombe (Moungo Limit) - Loum (Carrefour Bonkeng)	50.3	
Total			76	

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation at the end of preliminary studies is as follows:

Lot No.	Road Section	Estimated Budget, Including Taxes (CFAF)
1-Ou	Bamendjou - Batie (Int. N5) (11.5 km) in the Hauts-Plateaux Division and École Publique Badoumla - CETIC Babouantou - Int R0622 - Centre Babouantou Fapye (Inter R0622) - Carrefour Manga - Carrefour Basseu (Int N5) (14.2 km), in the Haut-Nkam Division	850,000,000
2-Lt	Yabassi (Inter R0306) - Sole - Makombe (Moungo Limit) - Loum (Carrefour Bonkeng)	1,500,000,000
Total		2,350,000,000

5. Estimated Execution Time Frame

The maximum time frame set by the Project Owner for the execution of the works for each lot is fourteen (14) calendar months for each lot (excluding the warranty period), including ten (10) months for the execution of the works proper and four (4) months for the management of rain gates (RG) according to the table below:

Lot No.	Road Section	Time Frame (Months)	
		Works execution:	RG management:
1-Ou	Bamendjou - Batie (Int. N5) (11.5 km) in the Hauts-Plateaux Division and École Publique Badoumla - CETIC Babouantou - Int R0622 - Centre Babouantou Fapye (Inter R0622) - Carrefour Manga - Carrefour Basseu (Int N5) (14.2 km), in the Haut-Nkam Division	10	4
		Total: 14	
2-Lt	Yabassi (Inter R0306) - Sole - Makombe (Moungo Limit) - Loum (Carrefour Bonkeng)	10	4
		Total: 14	

This time frame shall run from the date of notification of the order to commence service delivery, and shall include rainy periods as well as all bad weather conditions and miscellaneous constraints.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to building and public works contractors or consortia of contractors governed by Cameroon law, of categories A, B and C of the "road" activity sub-sector.

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by the MINTP Budget – Road Fund Line, 2026, 2027 and 2028 financial years, and the corresponding resources allocated as follows:

Lot No.	Road Section	Estimated Budget, Including Taxes (CFAF)	Programming		
			2026	2027	2028
1-Ou	Bamendjou - Balie (Int. N5) (11.5 km) in the Hauts-Plateaux Division and École Publique Badoumla - CETIC Babouantou - Int R0622 - Centre Babouantou Fapye (Inter R0622) - Carrefour Manga - Carrefour Basseu (Int N5) (14.2 km), in the Haut-Nkam Division	850,000,000	300,000,000	550,000,000	0
2-Lt	Yabassi (Inter R0306) - Sole - Makombe (Moungo Limit) - Loum (Carrefour Bonkeng)	1,500,000,000	400,000,000	500,000,000	600,000,000

8. Bidding Method

Bidding shall be carried out as follows: "online". In other words, physical tender submission shall not be applicable under this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Each tenderer must enclose with their administrative documents a bid bond (bond + CDEC receipt). The bid bond shall be stamped, hand-paid and issued by a body or financial institution authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the field of public contracts. The list of such institutions is available in Document 14 of the Tender Documents, whose amount shall be as follows:

Lot No.	Amount of Bid Bond in CFAF
1-Ou	4,000,000
2-Lt	7,500,000

The bid bond shall be valid for up to thirty (30) days beyond the initial tender validity date. The absence of a bid bond issued by a first-class bank or financial institution authorised, by the Ministry in charge of Finance, to issue bonds as part of public contracts, will result in the outright rejection of the bid. A bid bond provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender Documents

Tender Documents (hard copies) may be consulted during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor, door 4/36, of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, in the administrative neighbourhood at Etoudi, upon publication of this Call for Tenders.

Soft copies can also be accessed on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or on the website of the PCRA (www.armp.cm).

11. Acquisition of the Tender Documents

Hard copies of tender documents may be obtained in the Project Owner's offices, during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, in the administrative centre at ETOUDI, upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of four hundred thousand (400,000) CFAF.

Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full contact information (PO Box, Telephone Numbers, Fax, Email, etc.). The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain the soft copies of Tender Documents by free download from the addresses indicated above. However, online or offline tendering shall be subject to the payment of the Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders

- For online tendering, tenderers must upload their bids on COLEPS platform no later than _____ at 11 a.m.

In addition, the original bid bond, the CDEC receipt, an uncompressed backup copy of the bid, saved on a USB drive, shall be submitted, in a sealed envelope clearly and legibly bearing "backup copy", against a receipt at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor, door 4/36, of Block A of the headquarters building

S N J

of the Ministry of Public Works, located at Etoudi, administrative centre, no later than _____ at 11 a.m. It shall bear the following:

048 "OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS" 22 JUIN 2026
NO. 48 AONO/MINTP/ CIPM-TCRI/2026 OF _____

IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF MAINTENANCE WORKS ON SOME EARTH ROAD SECTIONS IN THE LITTORAL AND WEST REGIONS.

MINTP BUDGET – ROAD FUND LINE, 2026 FINANCIAL YEAR ET SEQ.

(BACKUP COPY, DEPOSIT RECEIPT ISSUED BY CDEC AND ORIGINAL BID BOND)".

File Size and Format

The maximum size of the files that will transit on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

Accepted formats include:

- PDF for text documents;
- JPEG for pictures.

Candidates shall make sure to use a compression software to reduce the size of the files to be uploaded.

NB: Tender Documents must be submitted within the same deadline at the Department of Contracts, Tenders Unit, Room 4/36, situated on the 4th floor of Block A at the headquarters building of the Ministry of Public Works in Etoudi. In addition to the backup copy, the original bid bond, the acknowledgement of receipt of bid submission on the COLEPS platform and the deposit receipt from the Deposits and Consignments Fund must also be submitted.

13. Bid Admissibility

The administrative, technical and financial offers must be uploaded on the COLEPS platform.

The Project Owner shall reject:

- Bids submitted after the submission deadline;
- Bids that do not comply with the bidding method.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected. Particularly in the case of an absent or non-compliant bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister in Charge of Finance to issue bonds as part of public contracts, or failure to comply with the models of the Tender Documents, will result in the outright rejection of the tender without any recourse. A bid bond provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be rejected.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the launching date of the Call for Tenders.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened at one at noon on _____ by the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works (CIPM-TCRI) at the Ministry of Public Works, in their meeting room located at the headquarters building of the Ministry at Etoudi, administrative centre.

Only tenderers may attend the opening session or have themselves represented by one duly mandated person of their choice, even in the event of a consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of administrative documents, certified by the issuing service, or the relevant administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must be less than three (3) months old or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file during the tender-opening session, after a 48-hours period allowed by the Tenders Board, the bid shall be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminatory Criteria

a) Incomplete administrative file due to:

- Absence or non-compliance, at the opening of tenders, of the original bid bond (bid bond and CDEC receipt);
- Failure to submit a document deemed non-compliant or missing from the administrative file during the bid opening session despite the 48h-hour extension, except for the bid bond.

b) Incomplete technical offer in the absence of one of the following elements:

- a methodological note on the execution of the works;
- the formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public Contracts (MINMAP);
- a statement of commitment to HIMO methods (Sample Document No. 13 in the Tender Documents), including the formalisation, prior to the start of the project, of a partnership agreement with the competent councils of the project area. This partnership agreement aims to provide technical support for the use of local resources and ensure the active participation of local residents;
- CV of a Works Supervisor meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation (RPAO): Civil Engineer (GCE A-L/Baccalauréat + 3 at least), enrolled into the National Order of Civil Engineers (NOCE), with at least ten (10) years of general experience in the Building and Public Works sector and having worked as a Works Supervisor on at least one (1) road construction, rehabilitation or maintenance works contract, or as a Road Engineer (earthworks/carriageways) on at least one (1) road construction, rehabilitation or maintenance works contract worth at least 300 million CFA francs each; and who has declared their availability through an attestation of availability dated and signed by the candidate;
- a dated, stamped and formally signed attestation of site visit initialled on each page and signed on the last by the tenderer, alongside a documented and illustrative site visit report including photographs of critical areas and their locations (this attestation shall be deemed absent in the event this illustrative report is not attached);
- an attestation of financial capacity or an available credit line for the tenderer, issued by a first-class bank approved by the Minister in charge of Finance, to pre-finance the works covered by the tender, for an amount of at least: three hundred million (300,000,000) CFA francs for Lot 1-Ou and five hundred million (500,000,000) CFA francs for Lot 2-Lt;
- proof of ownership of the minimum equipment listed below:
 - two (2) dump trucks weighing at least 20 tonnes;
 - one (1) grader;
 - one (1) backhoe loader;
 - one (1) vibratory roller compactor (drum compactor);
 - one (1) water tanker.
- failure to meet two (2) of the three (3) essential criteria.

c) Incomplete financial offer due to the absence of one of the following documents:

- a stamped, dated and signed bid;
- a unit price schedule (UPS) compliant with the model indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page, and signed and stamped on the final page;
- a dated, signed and stamped Bill of Quantities;
- a breakdown of quantified unit prices initialled on all pages;
- omission of a quantified unit price in the financial offer.

d) Failure to show proof of agreeing to the terms and conditions of the contract (CCAP and CCTP).

e) False declaration, forged or inauthentic documents, fraud.

f) Non-compliance with the file format for online tendering.

15.2. Essential Criteria

To be qualified, the tenderer shall fulfil two (2) of the following three (3) essential criteria:

- a) Proposed supervisory staff on one (1) criterion;
- b) Equipment to be mobilised on one (1) criterion;
- c) Contractor's references on one (1) criterion.

16. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder meeting the required technical and financial qualification criteria, including any proposed discounts.

17. Maximum Number of Lots to Award

Under this Call for Tenders, a tenderer can only be awarded a maximum of one (1) lot.

18. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the initial tender submission deadline.

19. Further Information

Further information can be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor, Room 4/36, of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, at Etoudi, administrative centre, Tel.: 222 23 12 56 at the Ministry of Public Works or on line on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>; or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

20. Fight Against Corruption and Malpractice

If you wish to report acts of malpractice or corruption, please call CONAC on 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, 22 JUIN 2026
The Minister of Public Works

Copies:

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP);
- PCRA;
- MINTP;
- Chairperson of CIPM-TCRI;
- Notice board / Chrono



Emmanuel NGANOU D.